



HAL
open science

Dénouer l'écheveau des tiers lieux : tentatives généalogiques

Cynthia Colmellere, Delphine Corteel, Volny Fages, Stéphanie Lacour

► **To cite this version:**

Cynthia Colmellere, Delphine Corteel, Volny Fages, Stéphanie Lacour. Dénouer l'écheveau des tiers lieux : tentatives généalogiques. Sociologies pratiques, 2019, Tiers lieux : une émancipation en actes ?, 38, pp.3-10. 10.3917/sopr.038.0003 . hal-03296566

HAL Id: hal-03296566

<https://hal.science/hal-03296566>

Submitted on 29 Jul 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SP 38 – Avant propos : Dénouer l'écheveau des tiers lieux : tentatives généalogiques

Cynthia Colmellere, Delphine Corteel, Volny Fages & Stéphanie Lacour

(Dernière version avant édition)

Depuis une dizaine d'années, les lieux de partage de machines numériques, d'outillage, mais également de savoirs et de savoir-faire techniques se multiplient en France. Qu'ils soient portés par des institutions officielles (universités, centres de médiation, de Culture Scientifique Technique et Industrielle, collectivités locales, etc.) ou des associations indépendantes ; qu'ils affichent des buts lucratifs, des engagements politiques libertaires, des objectifs éducatifs ou se constituent avant tout en espaces ludiques, ces lieux collaboratifs sont souvent présentés comme propices au développement d'innovations sociales variées, s'efforçant de repenser la technique et le collectif et, surtout, de les mettre en œuvre.

FabLabs, Hackerspaces, Makerspaces, Hacklabs, Living Labs, Tiers-lieux ou *Repair Cafés*, la labellisation de ces lieux est luxuriante. Traduction d'une grande diversité morphologique, elle est le reflet de formes économiques variées et de différences profondes dans les valeurs et les motivations des individus qui les fréquentent, dans les normes explicites et implicites qui les régulent. Entre un incubateur de start-up, cherchant à inventer de nouvelles manières de soutenir l'innovation technologique, un FabLab intégré à une université, proposant d'expérimenter d'autres manières d'apprendre et d'enseigner, et un hackerspace féministe structuré par un projet politique de transformation du monde, la cohérence de ces lieux et du mouvement censé les articuler, est problématique. Et Sarah R. Davies de s'interroger : « Is this a coherent movement at all ? »¹.

Ce numéro contribue au recensement et à la caractérisation de la diversité des lieux, mais aussi des pratiques et des alliances d'acteurs qui s'y déploient.

L'appel à articles que nous avons élaboré s'inscrivait dans la lignée des travaux d'Isabelle Berrebi-Hoffman, Marie-Christine Bureau et Michel Lallement². Nous espérons qu'il susciterait des contributions portant sur des lieux alternatifs, plutôt non marchands, permettant de mettre au jour des pratiques nouvelles tant en ce qui concerne le rapport à la technique et aux machines, l'appropriation et la transmission des savoirs et savoir-faire, la construction de collectifs, voire les façons de faire de la sociologie. Ce faisant, nous cédions sans doute aux sirènes parant ces lieux

¹ Davies, Sarah R., *Hackerspaces. Making the maker movement*, Cambridge, Polity Press, 2017, p. 29.

² Berrebi-Hoffman, Isabelle, Marie-Christine Bureau, Michel Lallement, *Makers. Enquête sur les laboratoires du changement social*, Paris, Seuil, 2018 ; Lallement Michel, *L'âge du faire. Hacking, travail, anarchie*, Paris, Seuil, 2015.

« nouveaux » de (trop) nombreuses vertus. Nous inscrivions en effet notre appel dans les pas de l'histoire glorieuse du mouvement des *makers* et des *hackers* qui se déploie à partir des Etats-Unis et allie innovation technologique et contre-culture. Le travail qui s'est déroulé, sur et autour des propositions de papiers, mais aussi auprès des acteurs qui ont accepté d'être interviewés dans le cadre de ce numéro, nous a progressivement menés à mettre cette histoire en perspective d'autres lignées généalogiques envisageables, en France, pour les lieux qui nous étaient donnés à voir. A la conjonction du *faire* et des technologies informatiques, logicielles et *hardware*, l'histoire des *makers* s'arrime d'abord à une histoire de l'informatique mettant en avant l'importance des *hackers*. Nombre d'auteurs s'appuient ainsi sur l'ouvrage de Steven Lévy³, faisant remonter l'histoire des *hackers* aux années 1950 au MIT, où des passionnés de trains miniatures à l'esprit potache travaillent la nuit et utilisent les premiers ordinateurs pour écrire des programmes permettant de gérer le réseau électrique et les signaux de leurs maquettes. Cette trame généalogique passe ensuite de la côte est à la côte ouest des Etats-Unis, avec une seconde génération de *hackers* qui, durant les années 1970, bricolera le *hardware* informatique, au Homebrew Computer Club par exemple. Ces derniers, bricoleurs de garage, joueront un rôle central, quasi mythique, dans l'émergence de la Silicon Valley à travers des personnalités comme Steve Wozniac, co-fondateur d'Apple, Steve Jobs ou Bill Gates. Cette histoire centrée sur l'informatique et les ordinateurs passe également par la création du premier *hackerspace* en Allemagne au début des années 1980, le Chaos Computer Club (toujours actif aujourd'hui), autour d'un petit groupe dont les discussions se focalisent alors également, comme leur nom l'indique, sur les ordinateurs et les technologies associées.

Parallèlement à cette histoire se concentrant sur le bricolage informatique d'individus particulièrement doués, une filiation plus politique, plus contestataire est également souvent mentionnée. Fred Turner voit ainsi dans le mouvement hippie, les « communautés intentionnelles » californiennes, un moment fondateur dans lequel se fabriquent une éthique *hacker* et des formes spécifiques d'organisation communautaire. La *beat generation*, le *Whole Earth Catalog* de Stewart Brand à partir de 1968, le festival *Burning Man*, jouent ainsi, dans cette histoire, des rôles déterminants dans le développement d'une tradition de rapports non marchands à l'informatique et au numérique⁴. C'est également dans ce « creuset californien » des années 1970 que Michel

³ Lévy, Steven, *Hackers. Heroes of the computer revolution, 25th anniversary edition*, Sebastopol (CA), O'Reilly Media, 2010 (1984).

⁴ Turner, Fred, *From Counterculture to Cyberculture : Stewart Brand, the Whole Earth Network, and the Rise of Digital Utopianism*, Chicago, University of Chicago Press, 2010.

Lallement voit l'émergence de « tensions fondatrices »⁵ qui structureront profondément le mouvement des *makers* jusqu'à aujourd'hui. Entre *hobby* et *business*, entre libertarisme et libéralisme marchand, entre partage et appropriation commerciale, le monde des passionnés d'informatique se scinde à cette époque. Cette généalogie associe donc très tôt le mouvement des *makers* à cette ambivalence californienne originelle, au croisement de la culture de l'innovation de la Silicon Valley et de la contre-culture de la fin des années 1960.

Mais le monde des *makers* ne se superpose pour autant pas exactement à un monde de passionnés d'informatique, de bidouilleurs high-tech de logiciels ou d'ordinateurs. Les lieux rassemblant ces communautés sont également marqués par une forte valorisation du *faire*, du fabriquer soi-même, du DIY (Do it yourself). Dans leur dernier ouvrage, *Makers*, Isabelle Berrebi-Hoffman, Marie-Christine Bureau et Michel Lallement identifient donc une autre généalogie à ce mouvement, parallèle à la précédente, retraçant la filiation historique entre les *makers* et divers mouvements ayant valorisé, depuis le XVIII^e siècle, l'artisanat, le *craft*, la « belle ouvrage », le bricolage, jusqu'au monde du DIY et à la culture punk⁶. Le bricolage est saisi ici comme un ensemble de pratiques se constituant en « contrepoint à l'ordre productif dominant »⁷. En positionnant ainsi les *makers* à l'intersection entre une « tradition critique de la société industrielle » par le bricolage (remontant, semble-t-il, aux *shakers* britanniques au XVIII^e siècle⁸ et aux travaux de William Morris - chef de file du mouvement artistique *Arts and Craft* - à la fin du XIX^e), et l'éthique hacker émergeant après la seconde guerre mondiale, entre un héritage hippie et un héritage punk, les auteurs situent résolument le mouvement des *makers* du côté de la contre-culture, du côté de la recherche d'« instruments d'émancipation collective »⁹, d'un « craftivisme » associant le *faire* à une quête de justice sociale¹⁰.

Les entretiens réalisés avec les acteurs qui ont accepté d'être interviewés dans ce numéro travaillent ces questions de l'émancipation, du collectif, des bonnes manières de nommer les activités réelles et des usages rhétoriques et stratégiques du langage vis-à-vis de l'extérieur, en particulier des financeurs potentiels. Ils évoquent des méthodes d'enquêtes inhabituelles, qu'il s'agisse de la

⁵ Lallement, 2015, p. 134-141.

⁶ Hein, Fabien, *Do it yourself ! Autodétermination et culture punk*, Le passager clandestin, 2012.

⁷ Berrebi-Hoffman et al., p. 35.

⁸ Les *shakers* sont une communauté soudée autour d'une quête d'autosuffisance technologique et de valeurs telles que la simplicité et l'utilité.

⁹ *Ibid.*, p. 49.

¹⁰ Davies, *op. cit.*, p. 17.

« participation observée » de Mattei Gheorghiu ou des références à Tim Ingold qui, pour étudier les enjeux de la fabrication des paniers, emmène ses étudiants pratiquer la vannerie en plein air sur une plage d’Ecosse¹¹.

Ce n’est pourtant pas dans cette perspective que se sont situés les chercheurs qui ont soumis des articles en réponse à notre appel. Elles et ils s’appuient sur des enquêtes sociologiques classiques, faites pour l’essentiel d’entretiens et d’observations ponctuelles et mobilisent des cadres théoriques élaborés par ailleurs pour analyser leurs résultats. Loin de conformer leur pratique de la sociologie aux discours qui innervent les lieux qu’ils et elles ont observés, les auteur·e·s étudient « normalement » un objet « normal », et, ce faisant, le réintègrent dans les questionnements et les débats traditionnels de la discipline. Cette normalisation des approches permet de mettre à distance l’engouement et l’enthousiasme que suscitent parfois ces lieux et d’en identifier les limites. Elle s’inscrit aussi dans un moment un peu particulier, celui de leur institutionnalisation autour, notamment, du réseau français des FabLabs (voir l’entretien avec Mattei Gheorghiu, dans ce numéro).

A l’opposé de forces tendant à dissoudre ces lieux dans une hétérogénéité irréductible, en effet, il apparaît qu’une quête identitaire permanente sature les discours dans et sur ces espaces. A différentes échelles, des communautés se structurent, se cherchent et se fabriquent des valeurs, des langages, des pratiques, des machines communes¹². Un travail rhétorique de démarcation, un *boundary-work*¹³, est constamment à l’œuvre, au cœur de luttes touchant à la qualification du mouvement, à l’identification de sa nature, à sa légitimation comme à celle des enjeux qu’il porte et qui le portent. Qu’il s’agisse d’animateurs, d’usagers de ces lieux ou de chercheurs en sciences sociales, la qualification de ce mouvement – cristallisé chez certains autour du *make* et des *makers*, chez d’autres autour *hack* et des *hackers* – la fabrication de son identité et de sa cohérence dans – et malgré – sa diversité, passe notamment par l’identification de valeurs partagées, légitimées par le rattachement des lieux, des pratiques, des organisations, à des généalogies qui sont progressivement apparues, au moins en partie, comme plus spécifiques.

Ainsi, la plupart des lieux étudiés dans ce numéro sont désignés et se désignent comme des tiers-lieux ou des FabLabs, au moins vis-à-vis de l’extérieur (voir l’entretien avec Julien Bellanger dans

¹¹ Ingold Tim, 2017, *Faire. Anthropologie, archéologie, art et architecture*, Editions Dehors.

¹² Davies 2017, p. 39 ; Berrebi-Hoffman et al. 2018, p. 59-60.

¹³ Gieryn, Thomas, « Boundary-Work and the Demarcation of Science from Non-Science: Strains and Interests in Professional Ideologies of Scientists », *American Sociological Review*, vol. 48, n° 6, 1983, p. 781-795.

ce numéro). Par ce choix de dénomination, une distance est prise vis-à-vis d'une histoire contre-culturelle, aux marges des institutions. D'invention plus tardive, les FabLabs sont généralement associés à une histoire particulière. Ces « laboratoires de fabrication » seraient ainsi nés en 2005, autour du cours de Neil Gershenfeld intitulé « *How to create (almost) anything* », au *Center for Bits and Atoms* au MIT. A partir de cette expérimentation pédagogique universitaire s'efforçant de casser les frontières disciplinaires, des FabLabs se développent ensuite dans le monde entier, en un mouvement porté par la *Fab Foundation* et l'adhésion à une charte dite du MIT régulant l'organisation de ces lieux (accessibilité, propriété des inventions, responsabilité des usagers, etc.)¹⁴. En France, depuis une dizaine d'années, une part importante, si ce n'est majoritaire¹⁵, des espaces étudiés dans ce dossier a choisi d'adopter la dénomination FabLabs, optant ainsi clairement pour une identité compatible avec leur institutionnalisation¹⁶ (voir l'entretien avec Evelyne Lhoste dans ces pages).

L'appellation FabLab place au cœur de la problématique du lieu, celle de l'éducation et de la transmission. Un des enjeux de la création des FabLabs, à partir du MIT, était de transformer, les manières d'apprendre à *faire*, à utiliser les technologies numériques, en donnant plus de liberté aux étudiants et, plus largement, aux usagers. Les rapports hiérarchiques entre maîtres et élèves sont supposés être remis en cause, favorisant des formes d'échange plus transversales, le rôle que se donnent généralement les FabManagers¹⁷ étant davantage d'accompagner et de décomplexer face à la technologie que d'expliquer comment les choses fonctionnent. David Forgeron, FabManager responsable du FabLab de la Cité des Sciences et de l'Industrie à Paris, explique ainsi que « l'objectif général rest(e) l'appropriation des technologies : les méthodes pédagogiques ne sont plus uniquement 'descendantes' »¹⁸. Jean-Marc Galan et Francesca Musiani décrivent et analysent l'expérience d'implantation d'un FabLab dans une université parisienne. Les auteurs montrent bien

¹⁴ Bosqué, Camille, Ophelia Noor, et Laurent Ricard, *FabLabs, etc. Les nouveaux lieux de fabrication numérique*, Eyrolles, 2015, p. 26-30.

¹⁵ Cf. les résultats de l'enquête Makery de novembre 2017 : <http://www.makery.info/2017/11/07/les-1ers-resultats-de-notre-enquete-sur-les-labs/>

¹⁶ En 2013, la dénomination FabLab permet également de candidater à l'Appel à projets FabLab, porté par Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif et chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique, et de participer ainsi à « la rencontre de l'esprit d'entreprendre et de l'intelligence collective, à l'image même du secteur de l'économie collaborative » (Bosqué, Noor, Ricard, 2015, p. 44). Sur l'institutionnalisation de ces lieux, voir également Evelyne Lhoste et Marc Barbier, « L'institutionnalisation de Tiers-Lieux du 'soft hacking' », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 10 (1), 2016, p. 43-69.

¹⁷ Profession émergente d'animateur de FabLab.

¹⁸ Bosqué, Camille, Ophelia Noor, et Laurent Ricard, *FabLabs, etc., op. cit.*, p. 175.

l'écart entre les ambitions et objectifs annoncés, les moyens mis à disposition et les résultats concrets. Ils soulèvent, en creux, la question du rôle du FabManager dans l'animation du lieu dont parle également Evelyne Lhoste dans l'entretien qu'elle nous a accordé.

Pour comprendre l'importance accordée en France à cette question de l'émancipation par la transformation de nos rapports à la technologie via de nouvelles manières d'apprendre et de partager les savoirs et savoir-faire, il est intéressant de relier les FabLabs à des généalogies qui n'ont pour l'instant pas souvent été mobilisées en tant que telles.

Ainsi en est-il des mouvements d'éducation populaire, comme nous invite à le faire Julien Bellanger dès le début de son entretien avec Marie-Christine Bureau. Le sens de l'« éducation populaire » comme pratique « franchement émancipée de l'école et institutionnalisée comme animation socio-culturelle »¹⁹ émerge en France durant l'entre-deux-guerres, avec la structuration des CEMEA (Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active), des colonies de vacances, ou encore l'influence du scoutisme. Mais les années 1970 marquent sans doute un tournant dans ce mouvement avec la professionnalisation des métiers de l'animation et la création des CCSTI (Centres de culture scientifique, technique et industrielle) à partir de 1979. Aujourd'hui, les CCSTI se sont massivement dotés de FabLabs (à la Cité de Sciences et de l'Industrie, à la Casemate à Grenoble, Cap Science à Bordeaux, etc.) et participent activement à leur mise en réseau et à leur institutionnalisation²⁰. Ils constituent ainsi un maillon institutionnel fort, rattachant les Labs à une généalogie de l'éducation populaire aux sciences et techniques.

Qu'il s'agisse de Labs directement insérés et financés par des institutions publiques (CCSTI, universités), ou de hackerspaces associatifs, les lieux étudiés dans les articles de ce numéro reprennent largement la rhétorique de l'éducation populaire – souvent assumée, parfois plutôt mise en forme dans une éthique hacker – valorisant l'émancipation, l'ouverture, le partage des savoirs, le « faire ensemble »²¹. Mais l'étude des pratiques montre que la volonté d'émancipation se heurte à un certain nombre de contraintes de divers ordres et en premier lieu la nécessité, pour les usagers de ces lieux, de disposer déjà de certaines compétences pour être en capacité de s'appropriier les machines, les outils, les savoirs et les savoir-faire. C'est notamment ce que montrent Sylvia Girel *et*

¹⁹ Chateigner, François, « L'expression « éducation populaire » dans les discours publics français (1815-1950) », dans Carole Christen, Laurent Besse (dir.), *Histoire de l'éducation populaire 1815-1945, Perspectives françaises et internationales*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2017, p. 54.

²⁰ Evelyne Lhoste et Marc Barbier, *art. cit.*

²¹ Braunstein, Mathieu, « Education populaire : quelles formes prend-elle au XXI^e siècle ? », *Nectart*, n°3, 2016, p. 69-70.

al. qui s'intéressent aux conditions de réception d'événements appelés « open bidouille camp », mais aussi Jérôme Lamy dans son article consacré à un FabLab implanté sur un territoire rural peu doté en ressources technologiques.

Les récits relatifs au partage d'outils, à l'horizontalité des circulations de connaissances font émerger les Labs dans les villes, esquissant en creux un monde rural souffrant d'une fracture numérique, peinant à intégrer des innovations technologiques et organisationnelles proprement urbaines. Dans cette logique, et afin de résorber cette fracture, de nombreux FabLabs ont été créés récemment en milieu rural. Le plus emblématique d'entre eux est sans doute l'association Net-Iki, un FabLab à Biarne, village de 400 habitants en Franche-Comté, soutenant et mettant en réseau plusieurs petits Fablabs dans les villages alentour. Mais l'on peut également mentionner la création en 2016 du FabLab de Boitron, petit village de l'Orne, ou, plus récemment encore, celle du Lab Place à Oust, dans le pays Couserans. Au point, que certains voient dans la campagne, « le nouvel eldorado des FabLabs »²².

Le succès des FabLabs ruraux, encore relatif et fragile²³, n'est pourtant peut-être pas uniquement à attribuer au seul besoin d'assistance en matière d'informatique ou de numérique des populations de ces territoires perçus comme marginalisés. Le succès de ces lieux de partage de machines numériques à la campagne peut probablement également être rapproché de traditions au long cours de mise en commun d'outils et de savoir-faire techniques en milieu rural : partage de techniques, mise en commun de fours, moulins et lavoirs que l'on trouvait dans de nombreux villages du moyen-âge jusqu'aux années 1950²⁴, ou encore création de Coopératives d'Utilisation de Matériels Agricoles (CUMA) qui ont accompagné le déploiement de la mécanisation dans ce secteur²⁵. Suivre ce fil permet d'insister sur l'importance de la fabrication de communs en milieu rural, notamment dans l'organisation fort ancienne du partage de terres cultivables, de pâtures ou encore de zones de pêche et ressources marines associées, qui perdure aujourd'hui aux côtés d'institutions plus

²² Fourcade, Jean-Pierre, « La campagne : nouvel eldorado des fablabs ? », *Yellow Vision*, 17 août 2017, <http://yellowvision.fr/campagne-fablabs/> (consulté le 4 décembre 2018).

²³ Comme la plupart des Labs, les lieux situés en milieu rural rencontrent souvent des difficultés économiques. Le Rural Lab de Néons-sur-Creuse, dans l'Indre, créé en 2013, a ainsi dû fermer ses portes en décembre 2014 (cf. <http://www.makery.info/2015/01/27/pourquoi-le-rural-lab-cest-fini-explique-olivier-chambon/>)

²⁴ Sabourin, Eric, *Organisations et sociétés paysannes. Une lecture par la réciprocité*. Editions Quae, 2012, p. 103 et s. ; Jean-Baptiste Fressoz, Frédéric Graber, Fabien Locher et Grégory Quenet, *Introduction à l'histoire environnementale*, La Découverte, coll. Repères, 2014, pp. 21-34.

²⁵ Sur ce sujet, dans le cadre d'une commande de la fédération nationale des CUMA, V. Denis Lefevre, « À l'ombre des machines. Les CUMA, 50 ans de solidarités locales », Editions Entraid', 1996, 217 p.

récentes, telles que les jardins partagés par exemple, qui peuvent être associés à certains FabLab comme on le voit dans l'un des deux cas étudiés par Gaglio *et al.*²⁶. Ce faisant, il s'agit de mettre l'accent sur une dimension intrinsèquement juridique et même politique de ces espaces, où les propriétés partagées des outils, biens et technologies mis en commun accompagnent concrètement des revendications d'émancipation de leurs utilisateurs vis-à-vis de systèmes de production dans lesquels ils perdraient une partie de leur socialité au profit d'un individualisme de marché et dont ils ne maîtrisent ni les coûts ni les externalités²⁷. Il s'agit également de relier les organisations et pratiques mises en œuvre dans les FabLabs aux milieux professionnels environnants

C'est précisément ce à quoi s'emploie Antoine Larribeau dans son article en réinscrivant les pratiques de bidouillage et de hacking dans les processus d'acquisition de connaissances en informatique dans l'espace domestique pendant l'enfance et l'adolescence, puis au cours des études et enfin dans l'exercice du métier d'informaticien. Ce faisant, il nous invite à relire les travaux d'historiens, ceux de Christophe Masutti notamment²⁸, qui montrent que les ingénieurs bidouilleurs des années 1960 et 1970 étaient moins marginalisés que ne le laissent penser les généalogies insistant sur la contre-culture. La plupart travaillait pour de très grandes entreprises (Lockheed Martin ou IBM), en étroite collaboration avec des chercheurs affiliés à de prestigieuses universités et leurs projets étaient massivement financés par l'Etat fédéral américain dans le contexte de la guerre froide. Ces entreprises favorisaient alors la mise en place de petits groupes de travail plus ou moins officiels formant « des communautés d'ingénieurs dont l'organisation – basée sur un management global de groupes non hiérarchisés mais motivés par un projet commun – [entraîne] la plupart du temps en interaction avec le monde académique. Les hackers du MIT des années 1960-1970 ne constituaient finalement qu'une résonance universitaire du management de la créativité d'ingénierie des firmes. »²⁹

Les débuts de l'informatique se seraient donc déroulés dans des espaces de créativité peu hiérarchisés aménagés au cœur même d'institutions et d'organisations qui n'étaient pas, loin s'en faut, en marge de la société américaine. Ces espaces permettaient l'exercice du métier d'ingénieur

²⁶ Eynaud Léa, *Community Gardens in Paris and Berlin. Seeds of change toward sustainable cities?*, Master Thesis, Sciences Po & Freie Universität, 2013 ; Elinor Ostrom, *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Louvain la Neuve, de Boeck, 2010 ; Cornu Marie, Orsi Fabienne et Rochfeld Judith (dir.), *Dictionnaire des biens communs*, PUF, coll. Quadrige, 2017.

²⁷ Stéphanie Lacour, « Communs et FabLabs », *Dictionnaire des Biens Communs*, op.cit.

²⁸ Masutti, Christophe, « Ingénieurs, hackers : naissance d'une culture », in Camille Paloque-Berges & Christophe Masutti (dir.), *Histoires et cultures du Libre. Des logiciels partagés aux licences échangées*, 2013, Framasoft, pp. 31-66.

²⁹ Masutti, 2013, p. 40.

en cohérence avec une éthique proche de celle que Steven Levy identifie comme l'éthique hacker, irriguée par la conviction que les sciences et techniques, et en particulier l'informatique, allaient améliorer la société.

La fin des financements fédéraux, la production d'ordinateurs en série ainsi que la séparation entre les métiers du *hardware* d'un côté et des *softwares* de l'autre modifièrent considérablement les conditions d'exercice de la profession d'ingénieur dans les firmes de haute technologie et coïncidèrent avec l'émergence d'un mouvement hacker dont les relations avec l'industrie sont moins conflictuelles qu'on pourrait le penser au premier abord. Les hackers revendiquent un égal accès à l'information et le partage sans restriction de celle-ci. Ce qui implique l'absence d'une séparation entre concepteur et utilisateur, absence de séparation que l'on retrouve dans les idéaux promus par les différents Labs qui font l'objet de ce numéro. Ces valeurs d'égalité et de partage prennent un tour radical et intransigeant chez les promoteurs du logiciel libre dont Richard Stallman, initiateur du projet GNU et opposé à toute marchandisation est la figure de proue. Mais elles présentent aussi une déclinaison pragmatique chez les tenants de l'*open source*, autour du noyau linux développé par Linus Thorvald, qui composent avec l'informatique propriétaire, cherchent à développer des logiciels les plus performants possibles, et s'adaptent aux impératifs du marché de l'informatique offrant alors des débouchés professionnels aux ingénieurs et aux programmeurs³⁰.

L'article d'Antoine Larribeau dans ce numéro explore, dans la période actuelle, les relations entre conditions d'exercice du métier d'ingénieur et engagement hacker. Il ouvre une piste peu explorée jusqu'alors qui interroge le lien entre rapport au travail dans l'industrie et engagement dans des activités relevant d'une éthique hacker. Il fait l'hypothèse que les hackerspaces et plus largement les FabLabs peuvent constituer des espaces de travail-à-côté, mais aussi de travail salarié plus épanouissants que ceux que propose l'industrie pour les tenants d'une éthique radicale. Toutefois, à l'instar des mondes du libre, ces espaces ne sont pas dénués d'ambiguïté comme l'indique l'article de Gérard Gaglio *et al.* qui montre qu'au-delà de valeurs communément affichées par de nombreux lieux, on observe des rapports divergents à l'économie, à l'Etat et à la politique.

Témoins d'histoires multiples, de valeurs partagées comme de schismes profonds, les espaces qui sont décrits et analysés dans ce dossier composent un tableau plus hétéroclite que nous ne l'avions imaginé en excluant volontairement du périmètre de notre appel à contribution les lieux les plus ouvertement dédiés aux premiers de cordées (incubateurs de start-ups, espaces de prototypage ouverts uniquement aux professionnels, *etc.*). Les tentatives d'institutionnalisation dont ces lieux

³⁰ Brocca, Sébastien, « *Free software et open source : utopie et idéologie* », in Camille Paloque-Berges & Christophe Masutti (dir.), *Histoires et cultures du Libre. Des logiciels partagés aux licences échangées*, 2013, Framasoft, pp. 253-274.

sont aujourd'hui l'objet, au travers, notamment, du réseau français des FabLabs, justifiait que l'on se penche à nouveaux frais sur les mouvements qui les ont précédés et dont les discours continuent à les accompagner, tout comme elles expliquent que l'on se penche sur l'existence sociologique d'objets désormais bien identifiés.